

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE ET
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau ICPE et de la Protection du patrimoine

Installation classée pour la protection de l'environnement

AUTORISATION

GAEC SECHET GUILLEMET
à YZERNAY

DIDD - 2013 - n° 15

ARRÊTÉ

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU la directive IPPC 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15/01/2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

VU la demande formulée par le GAEC SECHET GUILLEMET, dont le siège social est au lieu-dit « La CHAINDRIE » à 49360 YZERNAY, afin d'être autorisé à exploiter un élevage porcin d'une capacité totale de 244 truies, 2 verrats, 36 cochettes, 672 porcelets et 2 670 porcs charcutiers, soit 3 578 équivalents animaux, situé au lieu-dit « La Chaindrie » à YZERNAY ;

VU les plans annexés au dossier ;

VU l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du mercredi 3 octobre 2012 au lundi 5 novembre 2012 inclus sur la commune d'YZERNAY ;

VU le certificat de publication et d'affichage ;

VU les délibérations des conseils municipaux d'YZERNAY,CHANTELOUP-LES-BOIS, LA PLAINE et TOUTLEMONDE ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis du directeur régional des affaires culturelles, du directeur départemental des territoires, du chef du service départemental de la police de l'eau, de la déléguée territoriale de l'Agence Régionale de Santé, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national de l'origine et de la qualité ;

VU le rapport du directeur départemental de la protection des populations, inspecteur des installations classées, du 17 décembre 2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 24 janvier 2013 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire utilise les meilleures techniques disponibles limitant ainsi les impacts sur le sol, sur l'air et sur le voisinage ;

CONSIDERANT que le projet va permettre de restructurer l'élevage en intégrant la nécessité de mise aux normes bien-être et préparer la future installation d'un jeune agriculteur ;

CONSIDERANT que la mise en place d'un système de raclage va permettre l'obtention de l'équilibre de la fertilisation phosphorée, la réduction des volumes de lisier à épandre ainsi que les émanations gazeuses à effet de serre ;

CONSIDERANT que l'aptitude des sols à l'épandage a été déterminée à l'aide d'une étude agropédologique, limitant ainsi les risques de pollution par lessivage et ruissellement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Art. 1er – Mmes et MM. les Gérants du GAEC SECHET-GUILLEMET, dont le siège social est au lieu-dit "La Chaindrie" à YZERNAY (49360), sont autorisés à exploiter un élevage porcin situé à la même adresse.

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** sous la rubrique n° 2102.1 de la nomenclature.

Art. 3 - Pour la tenue de leur établissement, les exploitants se conforment aux prescriptions ci-après :

1° Implantation

La porcherie, les annexes et les ouvrages de stockage sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe I).

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 244 truies, 2 verrats, 36 cochettes non saillies, 672 porcelets en post-sevrage et 2 670 porcs charcutiers soit 3 578 équivalents animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur caillebotis intégral et la porcherie d'engraissement à créer de 1 998 places est équipée d'un système de raclage.

L'alimentation de porcs est de type biphasé et les taux de matières protéiniques sont au maximum de :

14 % truies gestantes	16,5 % truies allaitantes
18 % aliment 1 ^{er} âge	20 % aliment 2 ^{ème} âge
16,5 % aliment croissance	15 % aliment finition

L'aliment des porcs charcutiers "finition" représente au minimum 60 % de l'aliment distribué durant la phase dite d'engraissement.

Chaque phase alimentaire fabriquée à la ferme, est analysée annuellement afin de déterminer le taux de protéines. Les résultats sont conservés sur site et sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. L'alimentation est complétée de phytases.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé ; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

4° Réseaux de collecte

Tous les effluents liquides ainsi que toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des porcheries, du matériel et des annexes sont collectés par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage des effluents.

La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.

Tous les sols de la porcherie (couloirs de circulation, aire de repos des animaux...), toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier...) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des porcheries et des annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage. A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un système public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour. Le forage est protégé et exploité conformément à la réglementation en vigueur.

La consommation d'eau des animaux est maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation est performant.

5° Stockage

Le stockage est assuré par 778 m³ utiles de préfosse sous bâtiments dont 293 m³ sont à créer, une fosse extérieure de 500 m³ utiles, une fosse de 1 045 m³ utiles à couvrir, une fosse de 1 330 m³ utiles à créer, une fumière couverte de 200 m² utile à créer et 2 fumières couvertes de 25 m² utiles à créer.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé avant la mise en service de l'élevage.

La couverture de la fosse existante est mise en place durant la phase des travaux.

Les déjections solides (phase solide) sont stockées sur une aire étanche munie au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui sont dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de l'élevage.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Le brassage du lisier est réalisé uniquement avant épandage.

L'autonomie de stockage des lisiers est de 8,8 mois et celle de la phase solide est de 6,2 mois, afin de respecter les périodes d'épandage appropriées.

Le stockage temporaire de la phase solide sur la future parcelle d'épandage est interdit.

6° Déchets

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs, etc..) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

7° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne constituent pas une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

8° Épandage

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

L'épandage des effluents produits sur l'exploitation est soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement, ni l'érosion en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte *a minima* les éléments suivants :

- L'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- L'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- La localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12500 et 1/5000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- Les systèmes de culture envisagée (cultures en places et principales successions) ;
- La nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents à épandre ;
- Les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol, et de culture en utilisant des références locales ou tout autre méthode équivalente ;
- Le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié ;

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage. Le dimensionnement du plan d'épandage permet l'équilibre de la fertilisation phosphorée.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe II). L'annexe II annule et remplace celle jointe à l'arrêté D3-2003-n° 871 du 25 novembre 2003 relatif à l'élevage de porcs situé au lieu-dit "La Sorinière" – 49360 YZERNAY.

Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la Préfecture de Maine-et-Loire – bureau des ICPE et de la Protection du Patrimoine.

9° Règles d'épandage

L'épandage est interdit :

- A moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- A moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; cette distance peut être réduite à 50 mètres pour l'épandage du compost conforme à l'article n° 10 ;
- A moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue dans l'arrêté d'autorisation ;
- A moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;
- Sur les terrains à forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- Sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les compost) ou enneigés ;

- Sur les sols inondés ou détrempés ;
- Pendant les périodes de forte pluviosité ;
- Sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- Par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents ;
- Le week-end et les jours fériés.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur les terres nues
Compost conforme à l'article n° 10.	10	non imposé
Lisier lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé.	15	immédiat
Fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, après stockage d'au moins deux mois ; effluent issu d'une station de traitement et ou utilisation d'un procédé atténuant les odeurs.	50	24
Autres fumiers : lisier et purin avec utilisation d'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol de type pendillards.	50	12
Autre cas	100	24

Les épandages de lisier sont réalisés avec un matériel adapté de type pendillards.

10° Compostage

Les distances minimales définies à l'article 9 s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- Les andains font l'objet *a minima* deux retournements ou d'une aération forcée ;
- La température des andains est supérieure à 55° C pendant quinze jours ou à 50° C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain ;

Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final(couleur, odeur, texture).

11° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté Programme d'actions à mettre en œuvre pour la reconquête de la qualité des eaux en Maine et Loire du 30/06/2009.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation:

- Le bilan global de fertilisation ;
- L'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues ;
- Les superficies effectivement épandues ;
- Les dates d'épandage ;
- La nature des cultures ;
- Les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minérale ;
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe) ;

En outre, chaque fois que les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues. L'exportation de la phase solide est enregistrée sur un registre (date – masse – destination) qui est tenu à disposition de l'inspection sur site.

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

12° Sécurité incendie et optimisation de la consommation d'énergie

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un compteur électrique est dédié à l'activité de l'élevage de porcs. Un enregistrement des consommations est réalisé afin de vérifier que le niveau de consommation est performant.

Pour les locaux à ventilation mécanique la conception du système est optimisée pour limiter les consommations d'énergie. Les systèmes de ventilation sont nettoyés régulièrement ainsi que les conduits de ventilateur.

L'éclairage à l'intérieur des locaux est assuré, dans la mesure du possible, par des systèmes basse énergie.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle de 400 m³, située à moins de 200 mètres, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours et la sécurité des abords est renforcée.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

13° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

14° Formation du personnel

Le personnel intervenant sur l'exploitation est familiarisé avec le système de production et a une formation lui permettant d'avoir une bonne compréhension des impacts de ses actes sur l'environnement.

Le personnel a pris connaissance de la conduite à tenir en cas d'incident ou accident sur l'installation et met en œuvre les moyens d'intervention.

15° Équarrissage

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

16° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Émergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Émergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- En tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- Le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

17° Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

18° Déclaration d'émission polluante (concerne les élevages à partir de 2 000 porcs de plus de 30 kg ou possédant plus de 750 truies)

L'exploitant déclare chaque année la masse annuelle d'ammoniac produite dans son installation conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 modifié.

19° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;

Art. 4 - Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie d'YZERNAY et une copie est affichée à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire d'YZERNAY et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis informant le public de la présente autorisation est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de MM. les Gérants du SECHET GUILLEMET dans deux journaux locaux ou régionaux.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et à la mairie d'YZERNAY.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celle de l'arrêté D3-2003- n° 871 du 25 novembre 2003

Art. 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET le maire d'YZERNAY, les inspecteurs des installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le - 5 FEV. 2003

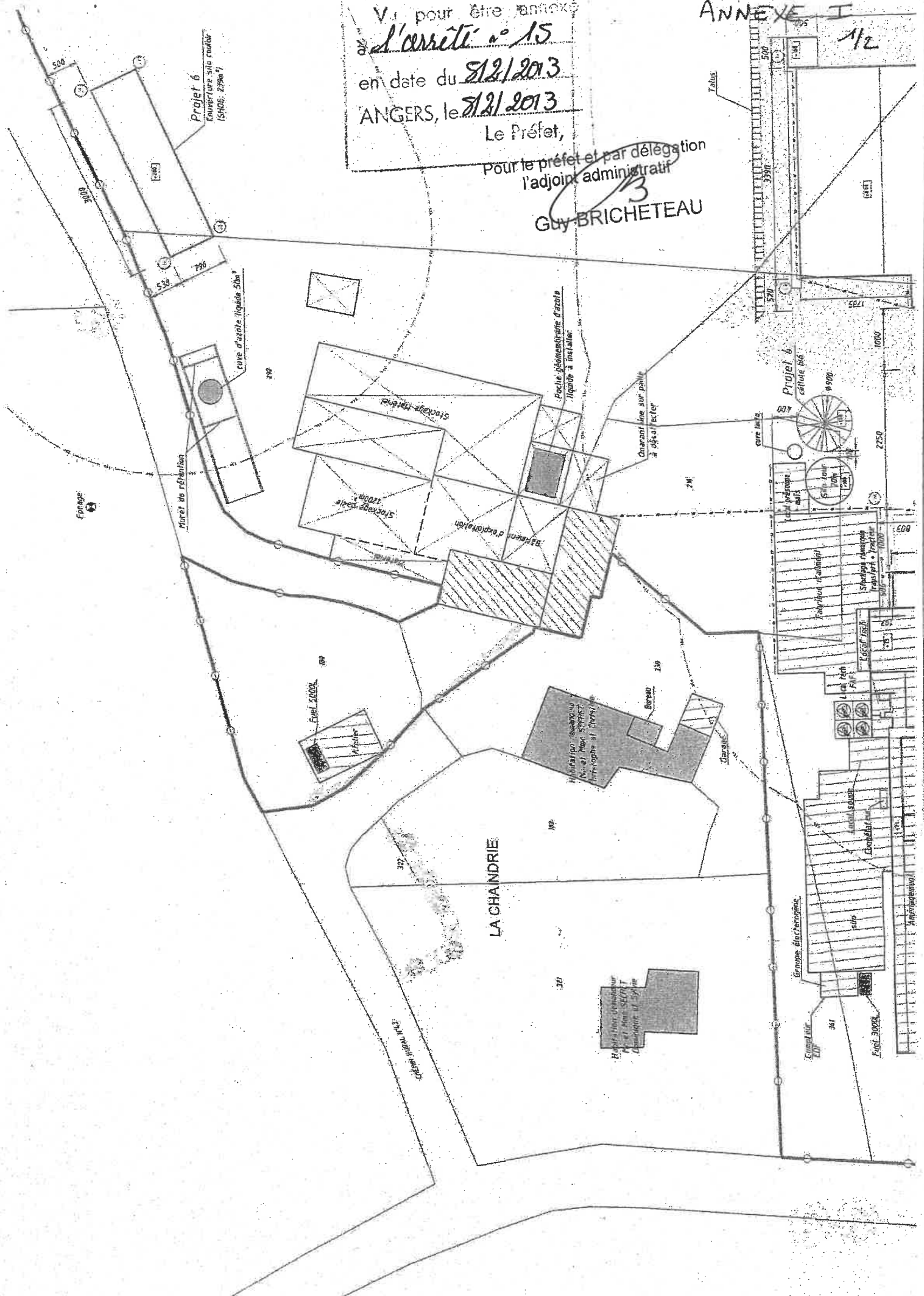
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,


Jacques LUCBEREILH

Délais et voies de recours : Conformément aux dispositions des articles L.515-27 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai est prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation. Pour le demandeur ou l'exploitant, le délai est de deux mois et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif
B
Guy BRICHETEAU

ANNEXE I



Projet 7
ouverture passe à l'isier
1045m 1111m 5702
15400 30000

pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif
B
BRICHETEAL
166

l'arrêté n° 15
du date du 31/2/2013
31/2/2013

Nom de l'exploitant	N° lot	Références cadastrales	SAU	Exclusions réglementaires					hab 50-100m		Aptitude à l'épandage			Total épanachable à 50 m des tiers ^a	Total épanachable à 60 m des tiers et 10 m des ruisseaux	
			point d'eau	hab. 0-50 m	Divers (épandements)	Ruisseau 10-35 m	Aptitude moyenne	Aptitude bonne	Aptitude moyenne	Aptitude bonne	sol	inapte	moyenne	bonne		
Exploitant 1 GAEC Sechet Guillemet	1	Chanteloup Les Bois-AM-76-81-82-83-84-85-86-87	24,8	0,18	2,46				4,38				17,78		17,78	17,78
	2	Chanteloup Les Bois-AO-61-62(en partie)	1,49	0,28	1,21										0	0,00
	3	Chanteloup Les Bois-AO-60	1,4	0,1	0,22				1,08					1,08	0	1,08
	4	Yzenay-E-264	1,57	0	0									1,57	1,57	1,57
	5	Yzenay-D-90-99-102-103-105-106-107	18,19	0,63	0,31		0,1		2,52				14,63	17,15	14,63	17,25
	6	Yzenay-D-217-218-238-239-240-582	12,76	0,49	0,15		0,02		1,38				9,82	12,12	9,82	12,12
	8	Yzenay-D-128	2,56	0	0								2,56	2,56	2,56	2,56
	9	Yzenay-B-155-160-168-169-217-235-236-237-261-266-269-270-272-274-276-282-283-308-309-310-311-354-355	19,15	1,47	0,58				2,7				14,41	17,11	14,41	17,11
	10	Yzenay-B-175-176-177-178(en partie)-185-188(en partie)-191a-192-293-294-306-307-333(en partie)-342-344	24,22	3,33	0,46	0,34			2,25		0,11	17,73		19,98	17,73	19,98
	11	Yzenay-D-316-317	3,7	0,2	0		0,53		0,08			2,89		2,97	2,89	3,50
	12	Yzenay-D-254	1,47	1,31	0	0,16								0	0	0,00
	13	Yzenay-D-296-297-646	6,45	0,55	0		1,01		0,29			4,6		4,89	4,6	5,90
	14	Yzenay-D-261-262-263-264-265(en partie)-268(en partie)-269(en partie)-280-281-282-283-284-285-286-712-713-714-715	15,43	0,14	0							15,29		15,29	15,29	15,29
	15	Yzenay-D-272-273-274-275-276-282-284-288-565-712-713-714-715	23,79	0,38	0,2		1,29		1,3			20,62		21,92	20,62	23,21
	16	Yzenay-D-304(en partie)-305(en partie)-311(en partie)-313(en partie)-315(en partie)	3,8	0,76	0		1,31		0,11			1,62		1,73	1,62	3,04
	Total GAEC Sechet Guillemet			160,79	9,82	5,59	0,5	5,16	0	16,09	0	0,11	123,52	0	139,61	123,52
Expl.2 : SCEA Domaine de Villefort	1	Yzenay-AM-1-3-4-56 AN-1	19,37	0,01	0,22		0,15		1,43			17,56		18,99	17,56	
	2	Yzenay-AM-6-9-10(en partie)-11(en partie)-19(en partie)-22-23-25-28-45(en partie)- AN-34	10,61	1,26	0,53	1,04	0,42		0,5		2,93	3,93	4,43	4,43	3,93	
	3	Yzenay-AN-29(en partie)-30 D-242-243-244-245-246-248	21,2		0						0,63	20,57		20,57	20,57	
	4	Yzenay-D-249-250-251-327-328(en partie)-330-331-332-335-336-716-719	23,22	1	0,05		1,27	0,8			1,02	16,83	2,25	19,88	19,08	
	102	Yzenay-AN-2(en partie)	5,76	0,09	0		0,3				0,61	4,76		4,76	4,76	
	2	Yzenay-AM-6-9-10(en partie)-11(en partie)-19(en partie)-22-23-25-28-45(en partie)- AN-34	80,16	2,36	0,8	1,04	2,14		2,73	0	5,19	63,65	2,25	68,53	65,9	
	6	Yzenay-AM-84	13,9	2,11	0		1,75		0			10,04		10,04	10,04	
	7	Yzenay-AM-17(en partie)-30-31-32-38-42	3,74	2,95	0,19	0,39					1,2	2,54		2,54	2,54	
	101	Yzenay-AM-101	1,37	0,04	0,72						4,62			0	0	
	Sous total		27,16	5,1	0,91	0,39	1,75		0,61	0	5,82	12,58	0	13,19	12,58	
Total SCEA Domaine de Villefort			107,32	7,46	1,71	1,43	3,89	0	3,34	0	11,01	76,23	2,25	81,82	78,48	
Expl.3:EARL Les Beveries	1	Yzenay-AL-20-22-27(en partie)-36-37-38-40-41-50-51-52 66(en partie)-70-83(en partie)-124-140(en partie)-155 D-614(en partie) AO-37	44,94	1,83	3,02	1,7	0,61		1,27			36,51		37,78	36,51	
	4	Yzenay-AH-127-128-131	44,94	1,83	3,02	1,7	0,61		1,27	0	0	36,51	0	37,78	36,51	
	5	Yzenay-AO-16-25-26-34-35-38-114-215-216-219-256-257-259 AH-54-57-58-59-60-61-64-65-66-123-149-151-153	21,06	0,17	1,03				3,74					1,95	1,95	
	6	Yzenay-AS-77-94-95-96-97-98-100-101-102-103-104-106-107-112-139-140-141-142-143-144-152-645	24,48	1,34	4,31				4,25		0,33	14,25		18,5	14,25	
	51	Yzenay-AO-130-242-243	0,39		0,39									0	0	
	Sous total		47,9	1,51	5,73	0	0		7,99	0	0,33	32,34	0	40,33	32,34	
	1	Yzenay-AP-947-950-951	2,01		2,01									0	0	
	2	Yzenay-AP-537(en partie)-712-714-821-822 ah-72	5,13	0,2	2,56	0,35			1,62			0,41		2,03	0,41	
	3	73-74-75-76-77-78-79-175(en partie)	1,81	0,62	0,62				0,71			0,48		1,19	0,48	
	Sous total		8,95	0,2	5,18	0,35			2,33		0	0,89	0	3,22	0,89	
Total EARL des Rosiers			56,85	1,71	10,91	0,35	0	0	10,32	0	0,33	33,23	0	43,55	33,23	
TOTAL GENERAL			369,9	20,82	21,23	3,98	9,66	0	31,02	0	11,45	269,49	2,25	302,76	271,74	

Parcelle concerné par les épandages d'effluents porcins

non concerné par les effluents porcins

EARL DES ROSIERS

Parcelle concerné par les épandages d'effluents porcins

non concerné par les effluents porcins

Total EARL des Rosiers

TOTAL GENERAL

Hors gain de surface 10-35 m des ruisseaux

* : Hors gain de surface 10-35 m des ruisseaux

